

27 OCTOBRE 1978. — Arrêté ministériel fixant les conditions d'agrégation des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la Formation permanente des Classes moyennes

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976, relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, notamment les articles 6 et 7;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence,

Arrête :

### Titre Ier. — LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

#### CHAPITRE I. — Généralités

Article 1er. Pour pouvoir être agréé, le contrat d'apprentissage doit répondre aux conditions générales prévues par le présent arrêté, sans préjudice des conditions particulières auxquelles le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé « le Ministre », peut subordonner l'apprentissage d'une profession ou d'un groupe de professions.

Art. 2. Le contrat doit avoir pour objet l'apprentissage d'une profession indépendante susceptible d'être représentée au Conseil supérieur des Classes moyennes.

Le programme de formation de la profession, agréé par le Ministre, est annexé au contrat, conclu entre l'apprenti et le chef d'entreprise, pour en faire partie intégrante.

Art. 3. Eu égard aux possibilités de formation propres à certaines professions, il peut être convenu que, pendant une période déterminée, une formation complémentaire portant sur des points déterminés du programme, pourra être donnée à l'apprenti par un second chef d'entreprise.

Un règlement approuvé par le Ministre en déterminera les modalités et les conditions.

Art. 4. § 1er. Le chef d'entreprise contractant doit :

1. être de conduite irréprochable;

2. être âgé de 25 ans accomplis et faire la preuve d'une formation ou d'une activité de six années au moins dans la profession. Les chefs d'entreprise qui sont en possession d'un diplôme de formation de chef d'entreprise ne doivent être âgés que de 23 ans.

§ 2. Si le chef d'entreprise ne peut assumer personnellement la formation pratique de l'apprenti ou s'il ne remplit pas les conditions fixées au § 1er, 2, il doit désigner parmi les membres du personnel un moniteur remplissant les conditions prévues au § 1er, qu'il charge, sous sa responsabilité, de la formation pratique de l'apprenti.

§ 3. Si l'entreprise est une personne morale, le contrat d'apprentissage doit être conclu au nom de celle-ci par la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour engager celle-ci.

Les dispositions des §§ 1er et 2 du présent article sont applicables à cette personne physique.

§ 4. Le Ministre peut, sur proposition du secrétaire d'apprentissage et sur avis motivé de l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé « l'Institut », déroger aux conditions prévues au § 1er, 2, si le chef d'entreprise ou le moniteur peut justifier d'une compétence particulière, notamment par des diplômes, brevets ou certificats.

§ 5. Sans préjudice des dispositions de l'article 3, l'entreprise doit offrir toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement technique pour permettre la formation pratique de l'apprenti conformément au programme de formation professionnelle annexé au contrat.

27 OKTOBER 1978. — Ministerieel besluit houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de Voortdurende Vorming van de Middenstand

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976, betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

### Titel I. — DE LEEROVEREENKOMST

#### HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Om erkend te kunnen worden dient de leerovereenkomst te beantwoorden aan de algemene voorwaarden zoals bepaald bij dit besluit, onverminderd de bijzondere voorwaarden die de Minister bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand, hierna genoemd « de Minister », kan stellen voor de leertijd van een beroep of van een beroepsgroep.

Art. 2. De overeenkomst moet tot voorwerp hebben het aanleren van een zelfstandig beroep dat kan worden vertegenwoordigd in de Hoge Raad voor de Middenstand.

Het door de Minister erkende opleidingsprogramma van het beroep moet bij de overeenkomst van leerling en ondernemingshoofd gevoegd worden om er een integrerend deel van uit te maken.

Art. 3. Gelet op de specifieke opleidingsmogelijkheden in bepaalde beroepen, mag worden overeengekomen dat aan de leerling een bijkomende opleiding over bepaalde programmapunten zal verstrekt worden door een tweede ondernemingshoofd.

Een reglement, goedgekeurd door de Minister, zal de modaliteiten en de voorwaarden ervan bepalen.

Art. 4. § 1. Het contracterend ondernemingshoofd moet :

1. van onberispelijk gedrag zijn;

2. ten volle 25 jaar oud zijn en het bewijs leveren van een opleiding of een werkzaamheid van ten minste zes jaar in het beroep. Voor ondernemingshoofden die in het bezit zijn van een diploma van opleiding tot ondernemingshoofd wordt die leeftijd op 23 jaar gebracht.

§ 2. Indien het ondernemingshoofd niet persoonlijk de praktijkopleiding van de leerling kan waarnemen of indien hij niet voldoet aan de voorwaarden gesteld onder § 1, 2, moet hij onder de personeelsleden een monitor aanwijzen die de voorwaarden vermeld onder § 1 vervult en die hij onder zijn verantwoordelijkheid met de praktijkopleiding van de leerling belast.

§ 3. Indien de onderneming een rechtspersoon is, moet de leerovereenkomst in haar naam worden gesloten door de natuurlijke persoon die met de werkelijke leiding van de onderneming is belast en gemachtigd is de onderneming te verbinden.

De bepaling van de §§ 1 en 2 van dit artikel zijn op die natuurlijke persoon toepasselijk.

§ 4. De Minister mag afwijken van de voorwaarden gesteld bij § 1, 2, op voorstel van de leersecretaris en op beredeneerd advies van het Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand, hierna genoemd « het Instituut », indien het ondernemingshoofd of de monitor bewijzen geeft van een bijzondere bekwaamheid, inzonderheid door diploma's, brevetten of getuigschriften.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 3, dient de onderneming alle waarborgen te bieden inzake organisatie en technische uitrusting om de praktijkopleiding van de leerling mogelijk te maken, overeenkomstig het bij de leerovereenkomst gevoegde opleidingsprogramma.

**Art. 5.** L'apprenti contractant doit répondre aux conditions suivantes :

1. être dans les conditions imposées par la loi sur le travail et celle relative à l'obligation scolaire;
2. avoir terminé avec fruit la sixième année d'études primaires.

Toutefois, le Ministre peut déroger à cette condition sur proposition de l'Institut et sur base d'avis motivés émis par un centre psycho-médico-social agréé et du secrétaire d'apprentissage :

3. être déclaré physiquement apte à exercer la profession faisant l'objet du contrat, après avoir subi, aux frais du chef d'entreprise, un examen médical pratiqué par un médecin d'un service médical du travail agréé, ou, à son défaut, par le médecin de famille de l'apprenti;

4. accepter de se soumettre à un examen auprès d'un des centres psycho-médico-sociaux agréés ou des services d'orientation scolaire et professionnelle.

Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, fixer par un règlement les modalités d'application de la présente disposition.

**Art. 6.** Un chef d'entreprise ou son moniteur ne peut former simultanément plus de deux apprentis. Le Ministre peut déroger à cette condition sur avis motivé de l'Institut et du secrétaire d'apprentissage.

**Art. 7.** Le contrat d'apprentissage doit être conforme au contrat type annexé au présent arrêté.

Il doit être établi en cinq exemplaires dont deux sont destinés à chacune des parties, le troisième à l'Institut, le quatrième au secrétaire d'apprentissage et le cinquième au Ministre.

**Art. 8.** La durée du contrat d'apprentissage doit être égale à la durée de formation prévue pour la profession qui en fait l'objet, sans pouvoir excéder quatre années de formation. Toutefois, sur proposition de l'Institut et du secrétaire d'apprentissage, la durée peut être soit réduite si la formation antérieure de l'apprenti ou ses progrès en cours d'apprentissage le justifient, soit prolongée d'un an au plus en cas d'échec de l'apprenti à un examen de passage ou à l'examen de fin d'apprentissage. En aucun cas, la durée du contrat ne peut être inférieure à un an.

**Art. 9.** Tout contrat d'apprentissage comporte une période d'essai de trois mois.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément du contrat doit être adressée au Ministre par l'Institut qui donne son avis sur le contrat proposé. La demande doit permettre de vérifier notamment :

1. si le contrat est conclu dans les formes prescrites;
2. si la profession choisie peut faire l'objet d'un contrat dans le cadre de la formation permanente dans les Classes moyennes;
3. si le chef d'entreprise et l'apprenti satisfont aux conditions qui leur sont imposées;
4. si l'entreprise offre toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement technique pour permettre la formation pratique de l'apprenti conformément au programme de formation professionnelle annexé au contrat.

§ 2. Le secrétaire d'apprentissage transmet le dossier de la demande d'agrément à l'Institut, dans les deux mois qui suivent la date de conclusion du contrat. Si le dossier n'a pu être complété dans ce délai, le secrétaire en fournit la justification à l'Institut.

**Art. 11.** Sans préjudice des voies de droit ordinaire, les parties contractantes doivent s'engager à soumettre immédiatement au secrétaire d'apprentissage toute difficulté née à l'occasion de l'exécution du contrat.

Celui-ci joue le rôle de conciliateur dans les litiges entre les parties. S'il n'y réussit pas ou si les parties ou l'une d'elles refusent de donner suite à la convocation, il transmet dans la quinzaine à l'Institut un rapport, accompagné du procès-verbal d'audition des parties.

**Art. 5.** De contracterende leerling moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1. zich in de voorwaarden bevinden, opgelegd door de arbeidswet en die betreffende de leerplicht;
2. met vrucht het zesde jaar van het lager onderwijs hebben beëindigd.

De Minister kan nochtans van deze voorwaarde afwijken op voorstel van het Instituut en op grond van beredeneerde adviezen van een erkend psycho-medisch-sociaal centrum en van de leersecretaris;

3. fysisch geschikt worden verklaard voor de uitoefening van het beroep bedoeld in de overeenkomst na, op kosten van het ondernemingshoofd, een geneeskundig onderzoek te hebben ondergaan, door een geneesheer van een erkende arbeidsgeneeskundige dienst of, bij ontstentenis, door de huisarts van de leerling;

4. aanvaarden een onderzoek te ondergaan bij een van de erkende psycho-medisch-sociale centra of diensten voor studie- en beroepsoriëntering.

De Minister kan, op voorstel van het Instituut, de toepassingsmodaliteiten van onderhavige beschikking bij reglement regelen.

**Art. 6.** Een ondernemingshoofd of zijn monitor mag niet meer dan twee leerlingen gelijktijdig opleiden. De Minister kan op beredeneerd advies van het Instituut en van de leersecretaris van deze voorwaarden afwijken.

**Art. 7.** De leerovereenkomst moet gelijkvormig zijn aan de modelovereenkomst gevoegd bij dit besluit.

Zij dient opgesteld te worden in vijf exemplaren waarvan twee zijn bestemd voor de beide partijen, het derde voor het Instituut, het vierde voor de leersecretaris en het vijfde voor de Minister.

**Art. 8.** De duur van de leerovereenkomst moet gelijk zijn aan de duur van de opleiding voor het beroep dat de overeenkomst als voorwerp heeft, zonder vier jaar opleiding te overschrijden. Nochtans kan, op voorstel van het Instituut en van de leersecretaris, de duur ofwel worden verminderd, indien de vroegere opleiding van de leerling of zijn vorderingen tijdens de leertijd zulks rechtvaardigen, ofwel met ten hoogste één jaar worden verlengd, indien de leerling niet slaagt voor een overgangsexamen of voor het eindexamen van de leertijd. De duur van de overeenkomst mag nooit minder bedragen dan één jaar.

**Art. 9.** Elke leerovereenkomst omvat een proefperiode van drie maand.

**Art. 10.** § 1. De aanvraag om erkenning van de leerovereenkomst dient aan de Minister te worden gericht door het Instituut, dat advies uitbrengt betreffende de voorgestelde leerovereenkomst. Aan de hand van de aanvraag moet inzonderheid kunnen worden nagegaan :

1. of de overeenkomst naar de voorgeschreven vorm is gesloten;
2. of het gekozen beroep het voorwerp kan zijn van een overeenkomst in het raam van de voortdurende vorming in de Middenstand;
3. of het ondernemingshoofd en de leerling voldoen aan de hun opgelegde voorwaarden;
4. of de onderneming alle waarborgen biedt inzake organisatie en technische uitrusting om de praktijkopleiding van de leerling mogelijk te maken overeenkomstig het bij de leerovereenkomst gevoegde opleidingsprogramma.

§ 2. De leersecretaris legt het aanvraagdossier om erkenning over aan het Instituut binnen twee maanden na het sluiten van de leerovereenkomst. Indien het dossier binnen deze termijn niet kon vervolledigd worden, dient de secretaris de reden hiervan aan het Instituut mede te delen.

**Art. 11.** Onverminderd de gewone rechtsmiddelen, dienen de contracterende partijen zich ertoe te verbinden onmiddellijk al de moeilijkheden die tijdens de uitvoering van de overeenkomst ontstaan, aan de leersecretaris voor te leggen.

Deze tracht de partijen te verzoenen. Indien hij hierin niet slaagt of indien de partijen of één ervan aan de oproep geen gevolg geeft, stuurt hij een verslag, vergezeld van de notulen van verhoor der partijen, binnen veertien dagen aan het Instituut.

Après consultation de la commission d'apprentissage, l'Institut transmet le dossier avec son avis pour décision au Ministre.

#### CHAPITRE II. — Obligations des parties

**Art. 12.** Le chef d'entreprise et l'apprenti se doivent le respect et les égards mutuels. Ils sont tenus d'observer et de garantir le respect des convenances et des bonnes mœurs pendant l'exécution du contrat.

**Art. 13.** Le chef d'entreprise a l'obligation:

1. de veiller à ce que la formation déterminée par le programme soit donnée à l'apprenti en vue de le préparer aux examens de passage, à l'examen de fin d'apprentissage ainsi qu'à l'exercice de la profession à laquelle il se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, les matières et les vêtements de travail et de sécurité nécessaires;

2. de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'intégration de l'apprenti dans son milieu professionnel et de ne pas mettre fin unilatéralement au contrat sans motif grave;

3. de ne pas astreindre l'apprenti à des tâches :

— étrangères à la profession en vue de laquelle il a été engagé;

— dépourvues de tout caractère formatif;

— présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;

— interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail;

4. de tenir le secrétaire d'apprentissage et le représentant légal de l'apprenti au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise;

5. de veiller, en collaboration avec le secrétaire d'apprentissage, à ce que l'apprenti fréquente assidûment les cours complémentaires, dès son entrée en apprentissage;

6. de laisser l'apprenti s'absenter de l'entreprise pour se rendre au cours et aux examens; lorsque ceux-ci ont lieu en dehors de la journée de travail, d'accorder à l'apprenti, dans les six jours qui suivent, un repos compensatoire d'une journée entière ou d'une demi-journée, selon que les cours ou les examens ont duré une journée ou une demi-journée;

7. de veiller à ce que l'apprenti participe aux examens de passage et à l'examen de fin d'apprentissage;

8. pendant l'apprentissage, de faire subir à l'apprenti, aux frais du chef d'entreprise, une visite médicale qui aura lieu une fois par an si l'apprenti est âgé de 18 ans au moins et deux fois par an si l'apprenti a moins de 18 ans;

9. de loger l'apprenti de façon convenable et de lui donner une alimentation saine et suffisante dans le cas où le chef d'entreprise s'est engagé à le loger et à le nourrir;

10. de donner à l'apprenti le temps nécessaire pour remplir ses devoirs religieux ainsi que ses obligations civiques découlant de la loi;

11. de se conformer à toutes les dispositions légales et réglementaires, entre autres en matières d'assurances, qui incombent à un chef d'entreprise signataire d'un contrat d'apprentissage agréé;

12. de se conformer à l'horaire de travail journalier et hebdomadaire prévu au règlement de travail et qui ne dépasse pas la limite maximum fixée par la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire compétente ou, à défaut d'une telle convention, la limite maximum fixée par la législation du travail, y compris — dans chaque cas — le temps consacré à la fréquentation par l'apprenti des cours complémentaires;

13. de payer à l'apprenti une allocation mensuelle minimale progressive qui s'élève à :

- a) 1 500 F pour le premier semestre d'apprentissage;
- b) 2 100 F pour le deuxième semestre d'apprentissage;
- c) 2 700 F pour le troisième semestre d'apprentissage;
- d) 3 300 F pour le quatrième semestre d'apprentissage;
- e) 3 900 F pour le cinquième semestre d'apprentissage;
- f) 4 600 F pour le sixième semestre d'apprentissage;
- g) 5 500 F pour le septième semestre d'apprentissage;
- h) 6 500 F pour le huitième semestre d'apprentissage.

Na raadpleging van de leercommissie legt het Instituut het dossier met zijn advies ter beslissing aan de Minister voor.

#### HOOFDSTUK II. — Verplichtingen der partijen

**Art. 12.** Ondernemingshoofd en leerling zijn elkander eerbied en achting verschuldigd. Gedurende de uitvoering van de overeenkomst moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en waarborgen.

**Art. 13.** Het ondernemingshoofd is verplicht :

1. te zorgen dat de leerling de door het programma bepaalde opleiding krijgt, zodat hij wordt voorbereid op de overgangsexamens en het eindexamen van de leertijd en op de uitoefening van het beroep dat hij op het oog heeft, inzonderheid door hem de nodige hulp, gereedschap, grondstoffen, werk- en veiligheidskleding te verschaffen;

2. de nodige zorg en aandacht te besteden aan de integratie van de leerling in zijn beroepsmiddelen en de leerovereenkomst zonder gewichtige reden niet eenzijdig te verbreken;

3. door de leerling geen taken te doen verrichten die :

— vreemd zijn aan het beroep waarvoor hij werd aangeworven;

— geen opleidend karakter hebben;

— gevaar kunnen opleveren voor zijn gezondheid en zijn veiligheid;

— krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen op de arbeid verboden zijn;

4. de leersecretaris en de wettelijke vertegenwoordiger van de leerling op de hoogte te houden van het verloop van de opleiding in de onderneming;

5. in samenwerking met de leersecretaris, ervoor te waken dat de leerling regelmatig de aanvullende leergangen van bij de aanvang van zijn leertijd bijwoont;

6. aan de leerling toe te staan afwezig te blijven in de onderneming om zich naar de leergangen en de examens te begeven; wanneer deze niet op een arbeidsdag vallen, binnen zes dagen hieropvolgend aan de leerling een gehele of halve compensatiedag toe te kennen naargelang de leergangen of de examens een gehele of een halve dag hebben geduurd;

7. ervoor te waken dat de leerling aan de overgangsexamens en aan het eindexamen van de leertijd deelneemt;

8. de leerling gedurende de leertijd en op de kosten van het ondernemingshoofd aan een medisch onderzoek te onderwerpen dat eenmaal per jaar zal plaats hebben binnen de leertijd ten minste 18 jaar oud is en tweemaal per jaar indien de leerling jonger is dan 18 jaar;

9. de leerling behoorlijk te huisvesten en hem gezond en voldoende voedsel te verstrekken, in geval het ondernemingshoofd de verhintenis heeft aangegaan de leerling kost en inwonen te verschaffen;

10. aan de leerling de nodige tijd te geven om zijn geloofsplichten, alsmede zijn burgerlijke verplichtingen die uit de wet voortvloeien, te vervullen;

11. zich te schikken naar alle wettelijke en verordenende verplichtingen, onder meer inzake verzekeringen, opgelegd aan een ondernemingshoofd dat een erkende leerovereenkomst heeft ondertekend;

12. zich te schikken naar het dagelijks en wekelijks werkrooster bepaald door het arbeidsreglement en dat de maximumgrens vastgelegd door de collectieve arbeidsovereenkomst niet overschrijdt, die in het bevoegd paritair comité gesloten werd of, bij gebrek aan zulke overeenkomst, de maximumgrens vastgelegd door de arbeidswetgeving, met inbegrip — in elk geval — van de tijd gewijd aan het volgen door de leerling van de aanvullende leergangen;

13. aan de leerling een progressieve maandelijkse minimumtoelage te betalen, die bedraagt :

- a) 1 500 F tijdens het eerste semester van de leertijd;
- b) 2 100 F tijdens het tweede semester van de leertijd;
- c) 2 700 F tijdens het derde semester van de leertijd;
- d) 3 300 F tijdens het vierde semester van de leertijd;
- e) 3 900 F tijdens het vijfde semester van de leertijd;
- f) 4 600 F tijdens het zesde semester van de leertijd;
- g) 5 500 F tijdens het zevende semester van de leertijd;
- h) 6 500 F tijdens het achtste semester van de leertijd.

Lorsque le contrat est conclu pour une durée réduite, le calcul de l'allocation à payer à l'apprenti doit tenir compte de la formation antérieure qui a permis de réduire la durée de l'apprentissage.

Cette allocation comprend les avantages en nature accordés par le chef d'entreprise selon les taux admis par la réglementation qui détermine le montant de la rémunération au-delà de laquelle l'apprenti cesse de bénéficier des allocations familiales. Elle est due, tant pour les prestations que l'apprenti fournit dans l'entreprise que pour les cours qu'il suit et les examens qu'il présente en exécution du contrat.

Le Ministre adapte annuellement et ce, au 1er janvier ces montants en tenant compte des fluctuations de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année précédente.

Le patron remet valablement l'allocation mensuelle au mineur, sauf opposition faite par le père, la mère ou le tuteur si le mineur n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans:

14. d'autoriser le secrétaire d'apprentissage et toute personne désignée par l'Institut, ainsi que par le Ministère, à vérifier là où c'est nécessaire s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

15. d'assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire, dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Institut;

16. de fournir à l'apprenti, à la demande de celui-ci, un certificat constatant la date du début et de la fin du contrat ainsi que la nature de la formation reçue.

#### Art. 14. L'apprenti a l'obligation :

1. de s'engager dans les liens du contrat d'apprentissage avec la volonté de parvenir au terme de sa formation et de ne pas y mettre fin unilatéralement sans motif grave;

2. d'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution du contrat;

3. de fréquenter assidûment les cours complémentaires;

4. de participer aux examens de passage et à l'examen de fin d'apprentissage;

5. d'observer la discrétion dans toutes les questions d'affaires;

6. de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons, du patron ou de tiers;

7. de restituer en bon état au patron l'outillage et les vêtements de travail qui lui ont été confiés.

### CHAPITRE III

#### *Suspension de l'exécution du contrat*

Art. 15. L'exécution du contrat d'apprentissage est suspendue notamment en cas de congé d'accouchement, de chômage forcé, d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'un accident, ainsi que lors des événements visés à l'article 28, quinquies, § 1er, de la loi du 10 mars 1900.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, l'exclusion d'un contrat d'apprentissage agréé est suspendue plus d'un mois, sa durée sera prolongée d'un temps égal au temps total de la suspension.

Art. 16. Tout cas de suspension d'un contrat d'apprentissage doit être communiqué immédiatement au secrétaire d'apprentissage par le chef d'entreprise et au maximum dans un délai de dix jours.

### CHAPITRE IV

#### *Fin du contrat. — Résiliation. — Retrait de l'agrément*

Art. 17. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat d'apprentissage prend fin :

1. par expiration du terme : toutefois, la date d'expiration du contrat ne peut être antérieure à la fin de l'année de cours;

Wanneer de overeenkomst voor een verminderde duur gesloten wordt, moet, bij het berekenen van de aan de leerling te betalen toelage, rekening gehouden worden met de vooropleiding die de vermindering van de duur van de overeenkomst heeft mogelijk gemaakt.

In deze toelage zijn begrepen de voordelen in natura, door het ondernemingshoofd aan de leerling toegekend overeenkomstig de toegestane bedragen vastgesteld bij de reglementering die het bedrag van de toelage bepaalt waarboven de leerling ophoudt aanspraak te maken op de kinderbijslag. Zij is verschuldigd zowel voor de arbeid van de leerling in de onderneming als voor de leergangen die hij bijwoont en de examens die hij aflegt krachtens de leerovereenkomst.

De Minister past de bedragen jaarlijks op 1 januari aan, rekening houdend met de index der consumptieprijs van december van het voorafgaande jaar.

Het ondernemingshoofd stelt de minderjarige op geldige wijze zijn maandelijks toelage ter hand, behoudens verzet door de vader, de moeder of de voogd van de minderjarige indien deze geen achttien jaar oud is;

14. de leersecretaris en iedere persoon aangewezen door het Instituut, alsook door het Ministerie te machtigen daar waar nodig na te gaan of hij de omschreven verplichtingen naleeft;

15. zittingen van aanvullende pedagogische volmaking bij te wonen onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten, bepaald door het Instituut;

16. op zijn vraag de leerling een verklaring te geven waarin de begin- en einddatum van het contract alsook de aard van de ontvangen opleiding wordt vermeld.

#### Art. 14. De leerling is verplicht :

1. het leercontract aan te gaan met de vaste wil om zijn opleiding te voleindigen en het zonder gewichtige reden niet eenzijdig te verbreken;

2. te handelen volgens de bevelen en de onderrichtingen die hem worden gegeven door het ondernemingshoofd, zijn lasthebbers of zijn aangestelden, met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;

3. regelmatig de aanvullende leergangen bij te wonen;

4. deel te nemen aan de overgangsexamens en het eindexamen van de leertijd;

5. het geheim te bewaren inzake al de bedrijfsaangelegenheden;

6. zich te onthouden van al wat schade kan berokkenen hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkmakkers, van het ondernemingshoofd of van derden;

7. het hem toevertrouwde gereedschap en de werkkledij in goede staat aan het ondernemingshoofd terug te geven.

### HOOFDSTUK III

#### *Schorsing van de uitvoering van de overeenkomst*

Art. 15. De uitvoering van de leerovereenkomst wordt geschorst inzonderheid in geval van zwangerschapsverlof, gedwongen werkloosheid, arbeidsonbekwaamheid door ziekte of ongeval, alsmede ingevolge de gebeurtenissen bedoeld bij artikel 28, quinquies, § 1, van de wet van 10 maart 1900.

Indien, om welke oorzaak ook, de uitvoering van de erkende leerovereenkomst meer dan een maand wordt geschorst, wordt de duur ervan verlengd met een duur gelijk aan de gehele duur van de schorsing.

Art. 16. Ieder geval van schorsing van een leerovereenkomst dient onmiddellijk en uiterlijk binnen een termijn van tien dagen door het ondernemingshoofd aan de leersecretaris te worden medegedeeld.

### HOOFDSTUK IV

#### *Einde van de overeenkomst. — Verbreking Intrekking van de erkenning*

Art. 17. Onverminderd de wijzen waarop de verbintenissen in het algemeen teniet gaan, komt aan de leerovereenkomst een einde :

1. door het verstrijken van de termijn waarvan de datum niet mag vallen vóór het einde van het leerjaar;

2. avant l'expiration du terme, si celui-ci est postérieur à la notification écrite à l'apprenti de sa réussite à l'examen de fin d'apprentissage;

3. par la volonté exprimée par l'une ou l'autre des parties, au cours de la période d'essai, moyennant remise, par écrit, d'un préavis d'une semaine;

4. lorsqu'il existe un motif grave de rupture prévu aux articles 18 et 19;

5. lorsqu'une suspension de l'exécution du contrat se prolonge plus de six mois et que l'une des parties ne désire plus que le contrat se poursuive, sauf en cas d'appel sous les armes;

6. par le décès de l'une des parties;

7. par la force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat.

**Art. 18.** Le chef d'entreprise peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage en cas d'inconduite de l'apprenti et notamment :

1. lorsqu'il se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du chef ou du personnel de l'entreprise;

2. lorsqu'il leur cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave pendant ou à l'occasion de l'exécution du contrat;

3. lorsqu'il divulgue des secrets professionnels ou qu'il commet une indiscrétion grave dans une question d'affaires;

4. en général, lorsqu'il manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline de l'entreprise ou à l'exécution du contrat.

**Art. 19.** L'apprenti ou son représentant légal peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage :

1. lorsque le chef d'entreprise ou le moniteur se rend coupable à l'égard de l'apprenti d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;

2. lorsque le chef d'entreprise ou le moniteur tolère de la part de tiers de semblables actes à l'égard de l'apprenti;

3. lorsque la moralité de l'apprenti est mise en danger au cours du contrat;

4. lorsque, au cours du contrat, sa santé et sa sécurité se trouvent exposées à des dangers qu'il ne pouvait prévoir au moment de la conclusion de celui-ci;

5. en général, lorsque le chef d'entreprise manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution du contrat.

**Art. 20.** § 1er. L'apprenti ou son représentant légal peut invoquer l'existence d'un motif de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage, lorsque l'apprenti souhaite changer de profession, sur base de motivations sérieuses et après avis des services d'orientation scolaire et professionnelle.

§ 2. Il peut mettre également fin au contrat en cas de départ ou de décès du moniteur chargé de sa formation pratique.

**Art. 21.** L'apprentie recevant le logement chez le chef d'entreprise a le droit de mettre fin au contrat si l'épouse du chef d'entreprise ou toute autre femme qui dirigeait la maison à l'époque du contrat. vient à mourir ou à se retirer.

**Art. 22.** Le Ministre peut retirer l'agrément d'un contrat d'apprentissage, soit d'initiative, soit sur proposition de toute personne ou organisme intéressé :

1. lorsque l'une des parties a produit, lors de la conclusion du contrat, des documents faux ou falsifiés;

2. lorsque les conditions de l'agrément ne sont plus réunies;

3. lorsque l'une des parties ne respecte plus ses obligations;

4. lorsqu'il s'est avéré que l'apprenti ne possède pas les aptitudes intellectuelles ou professionnelles pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation professionnelle agréé, plus particulièrement à l'occasion des examens.

2. vóór het verstrijken van de termijn, indien deze later valt dan de schriftelijke mededeling aan de leerling houdende kennisgeving van het slagen voor het eindexamen van de leertijd;

3. door wilsluiting van één der beide partijen gedurende de proeftijd mits schriftelijke mededeling van een opzegging van één week;

4. wanneer een ernstige reden van verbreking bestaat, zoals bepaald in de artikelen 18 en 19;

5. wanneer een schorsing van uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maand aanhoudt en één der partijen de wens uitdrukt de overeenkomst niet verder te zetten, uitgezonderd in geval van oproeping onder de wapens;

6. door het overlijden van een der partijen;

7. door heikracht, wanneer dit tot gevolg heeft de uitvoering van de overeenkomst voorgoed onmogelijk te maken.

**Art. 18.** Het ondernemingshoofd kan het bestaan invoeren van een ernstige reden van verbreking die de ontbinding van rechtswege van de leerovereenkomst wettigt in geval van wangedrag vanwege leerling en inzonderheid;

1. wanneer hij zich schuldig maakt aan een daad van oneerlijkheid, aan handtastelijkheden of zware beledigingen aan het hoofd of het personeel van de onderneming ;

2. wanneer hij hun opzettelijk stoffelijke of morele schade veroorzaakt tijdens of naar aanleiding van de uitvoering van de overeenkomst;

3. wanneer hij beroepsgeheimen mededeelt of wanneer hij een ernstige onbescheidenheid begaat in een beroepsaangelegenheid;

4. in het algemeen, wanneer hij ernstig tekort komt aan zijn verplichtingen inzake de goede orde, de veiligheid en de tucht van de onderneming of de uitvoering van de overeenkomst.

**Art. 19.** De leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan het bestaan invoeren van een ernstige reden van verbreking die de ontbinding van rechtswege van de leerovereenkomst wettigt :

1. wanneer het ondernemingshoofd of de monitor zich tegenover de leerling schuldig maakt aan een oneerlijke daad, aan handtastelijkheden of aan zware beledigingen;

2. wanneer het ondernemingshoofd of de monitor vanwege derden dergelijke handelwijze tegenover de leerling toestaat;

3. wanneer de zedelijkheid van de leerling tijdens de overeenkomst in gevaar gebracht wordt;

4. wanneer, tijdens de overeenkomst, zijn gezondheid of zijn veiligheid worden blootgesteld aan gevaren die hij niet kon voorzien op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst;

5. in het algemeen, wanneer het ondernemingshoofd ernstig tekort komt aan zijn verplichtingen inzake de uitvoering van de overeenkomst.

**Art. 20.** § 1. De leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan het bestaan invoeren van een reden van verbreking die de ontbinding van rechtswege van de leerovereenkomst wettigt, wanneer de leerling, op grond van ernstige motieven en na advies van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering, wenst van beroep te veranderen.

§ 2. Hij kan eveneens een einde maken aan de overeenkomst in geval van vertrek of van overlijden van de monitor belast met zijn praktijkopleiding.

**Art. 21.** De leerlinge die huisvesting krijgt bij het ondernemingshoofd heeft het recht de overeenkomst te verbreken wanneer de echtgenote van het ondernemingshoofd of elke andere vrouw die het huis bestuurde op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst, overlijdt of zich terugtrekt.

**Art. 22.** De Minister kan de erkenning van een overeenkomst intrekken hetzij op eigen initiatief, hetzij op voorstel van elke belanghebbende persoon of organisme :

1. wanneer, bij het sluiten van de overeenkomst, een van de partijen valse of vervalste stukken heeft voorgelegd;

2. wanneer de voorwaarden van erkenning niet meer aanwezig zijn;

3. wanneer een der partijen haar verplichtingen niet meer naleeft;

4. wanneer blijkt dat de leerling niet de intellectuele of beroepsgechiktheid bezit om de kennis bepaald bij het erkende opleidingsprogramma te verwerven, inzonderheid naar aanleiding van de examens.

Art. 23. Avant de retirer l'agrément d'un contrat d'apprentissage, le Ministre demande l'avis de l'Institut et du secrétaire d'apprentissage.

Le secrétaire d'apprentissage doit inviter les parties contractantes à faire connaître par écrit leurs observations éventuelles; le cas échéant, il les convoque pour les entendre et rédige un rapport qu'il transmet à l'Institut.

Art. 24. Le retrait ou le refus de l'agrément d'un contrat ayant reçu un commencement d'exécution constitue, dans le chef de chacune des parties, un motif grave de rupture au sens des articles 17 et 18.

Indépendamment de la privation du droit aux primes, le retrait d'agrément peut entraîner l'exclusion provisoire ou définitive du bénéfice de l'agrément de contrats d'apprentissage ultérieurs.

Art. 25. Lorsque l'agrément du contrat est retirée sans qu'il y ait exclusion de l'apprenti du bénéfice de l'agrément d'un contrat d'apprentissage ultérieur, celui-ci a le droit de continuer l'apprentissage auprès d'un autre chef d'entreprise.

## Titre II

### L'ENGAGEMENT D'APPRENTISSAGE CONTROLE

#### CHAPITRE I. — Généralités

Art. 26. Les dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 20, 23, 24, alinéa 2, et 25 sont applicables à l'engagement d'apprentissage contrôlé.

Art. 27. L'engagement d'apprentissage contrôlé doit être conforme à l'engagement type figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

Il doit être établi en quatre exemplaires, dont le premier est destiné au chef d'entreprise, le deuxième à l'Institut, le troisième au secrétaire d'apprentissage et le quatrième au Ministre.

#### CHAPITRE II. — Obligations de l'apprentissage contrôlé

Art. 28. Le chef d'entreprise doit s'engager vis-à-vis du secrétaire d'apprentissage à remplir les obligations suivantes :

1. donner ou faire donner à l'apprenti une formation générale et technique préparatoire à la formation du chef d'entreprise conformément au programme agréé par le Ministre et dont un exemplaire est remis au chef d'entreprise par le secrétaire d'apprentissage;

2. ne pas astreindre l'apprenti à des tâches :

- étrangères à la profession en vue de laquelle il est formé;
- dépourvues de tout caractère formatif;
- présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;

— interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail;

3. tenir le secrétaire d'apprentissage au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise;

4. veiller, en collaboration avec le secrétaire d'apprentissage, à ce que l'apprenti fréquente assidûment les cours complémentaires dès son entrée en apprentissage;

5. autoriser l'apprenti à s'absenter du travail pour se rendre aux cours et aux examens;

6. veiller à ce que l'apprenti participe aux examens de passage et à l'examen de fin d'apprentissage;

7. en cours d'apprentissage, soumettre l'apprenti à une visite médicale qui aura lieu une fois par an si l'apprenti est âgé de 18 ans au moins et deux fois par an s'il n'a pas atteint cet âge;

8. autoriser le secrétaire d'apprentissage et toute personne désignée par l'Institut, ainsi que par le Ministère, à vérifier, là où c'est nécessaire, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

9. assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Institut;

10. fournir à l'apprenti, à la demande de celui-ci, un certificat constatant la date du début et de la fin du contrat ainsi que la nature de la formation reçue.

Art. 23. Vooraleer de erkenning van een leerovereenkomst ambtshalve in te trekken, verzoekt de Minister om het advies van het Instituut en van de leersecretaris.

De leersecretaris dient de contracterende partijen erom te verzoeken hun eventuele opmerkingen schriftelijk mede te delen; desgevallend roept hij ze op om ze te horen en stelt een verslag op, dat hij voorlegt aan het Instituut.

Art. 24. Het intrekken of de weigering van de erkenning van een overeenkomst die reeds een begin van uitvoering kent, is in hoofde van elk der partijen, een ernstige reden van verbreking in de zin van de artikelen 17 en 18.

Behalve het ontzeggen van het recht op de premies kan het intrekken van de erkenning de tijdelijke of definitieve uitsluiting van het voordeel van erkenning van latere overeenkomsten met zich meebrengen.

Art. 25. Wanneer de erkenning van de overeenkomst wordt ingetrokken zonder dat de leerling uitgesloten is van het voordeel van de erkenning van een latere leerovereenkomst, heeft de leerling het recht de leertijd bij een ander ondernemingshoofd verder te zetten.

## Titel II

### DE GECONTROLEERDE LEERVERBINTENIS

#### HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Art. 26. De bepalingen van de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 20, 23, 24, tweede lid, en 25 zijn toepasselijk op de gecontroleerde leerverbintenis.

Art. 27. De gecontroleerde leerverbintenis dient gelijkvormig te zijn aan de modelverbintenis die als bijlage 2 van dit besluit voorkomt.

Zij moet opgesteld worden in vier exemplaren, waarvan het eerste bestemd is voor het ondernemingshoofd, het tweede voor het Instituut, het derde voor de leersecretaris en het vierde voor de Minister.

#### HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de gecontroleerde leertijd

Art. 28. Het ondernemingshoofd moet zich verbinden tegenover de leersecretaris tot het naleven van de volgende verplichtingen :

1. aan de leerling een algemene en technische opleiding geven of doen geven, die voorbereid op de opleiding tot ondernemingshoofd, overeenkomstig het door de Minister erkende programma waarvan een exemplaar aan het ondernemingshoofd door de leersecretaris wordt overhandigd;

2. door de leerling geen taken doen verrichten die :

- vreemd zijn aan het beroep waarvoor hij wordt opgeleid;
- geen opleidend karakter hebben;
- gevaar kunnen opleveren voor zijn gezondheid en zijn veiligheid;

— krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen op de arbeid verboden zijn;

3. de leersecretaris op de hoogte houden van het verloop van de opleiding in de onderneming;

4. in samenwerking met de leersecretaris, ervoor te waken dat de leerling regelmatig de aanvullende leergangen van bij de aanvang van zijn leertijd bijwoont;

5. aan de leerling toestaan van het werk afwezig te blijven om zich naar de leergangen en naar de examens te begeven;

6. ervoor te waken dat de leerling aan de overgangsexamens en aan het eindexamen van de leertijd deelneemt;

7. de leerling gedurende de leertijd aan een medisch onderzoek onderwerpen dat eenmaal per jaar zal plaatshebben indien de leerling ten minste 18 jaar oud is en tweemaal per jaar indien hij die leeftijd niet heeft bereikt;

8. de leersecretaris en iedere persoon aangewezen door het Instituut alsmede door het Ministerie, machtigen daar waar nodig na te gaan of hij de onderschreven verplichtingen naleeft;

9. zittingen van aanvullende pedagogische volmaking bijwonen, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door het Instituut;

10. op zijn vraag de leerling een verklaring geven met vermelding van begin- en einddatum van de overeenkomst, alsmede de aard van de ontvangen opleiding.

**Art. 29.** Le Ministre peut retirer l'agrément d'un engagement d'apprentissage contrôlé, soit d'initiative, soit sur proposition de toute personne ou organisme intéressé :

1. lorsque le chef d'entreprise a produit, lors de la signature de l'engagement, des documents faux ou falsifiés;
2. lorsque les conditions de l'agrément ne sont plus réunies;
3. lorsque le chef d'entreprise ne respecte plus ses obligations;
4. lorsqu'il s'est avéré que l'apprenti ne possède pas les aptitudes intellectuelles ou professionnelles pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation professionnelle agréé plus particulièrement à l'occasion des examens;
5. lorsque l'apprenti :
  - n'apprend pas la profession avec la volonté de parvenir au terme de sa formation;
  - ne se consacre pas consciencieusement à l'acquisition des connaissances que le chef d'entreprise lui communique;
  - n'agit pas conformément aux ordres et instructions qui lui sont donnés par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés;
  - ne fréquente pas assidûment les cours complémentaires déterminés après concertation avec le secrétaire d'apprentissage;
  - ne participe pas aux examens de passage ou à l'examen de fin d'apprentissage;
  - n'observe pas la discrétion dans toutes les questions d'affaires;
  - agit de façon telle qu'il peut nuire soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons, du chef d'entreprise ou de tiers.

### CHAPITRE III

#### *Suspension et fin de l'exécution de l'engagement d'apprentissage contrôlé*

**Art. 30.** L'exécution de l'engagement d'apprentissage contrôlé est suspendue notamment en cas de congé d'accouchement, de chômage forcé, d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'un accident, ainsi que lors des événements visés à l'article 28, quinquièmes, § 1er, de la loi du 10 mars 1900.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, l'exécution d'un engagement d'apprentissage agréé est suspendue plus d'un mois, sa durée sera prolongée d'un temps égal au temps total de la suspension.

**Art. 31.** Tout cas de suspension doit être communiqué immédiatement au secrétaire d'apprentissage par le chef d'entreprise et au maximum dans un délai de dix jours.

**Art. 32.** L'engagement d'apprentissage contrôlé prend fin avant l'expiration du terme :

1. par la volonté exprimée par le chef d'entreprise soit au cours de la période d'essai, soit en cas de suspension se prolongeant plus de six mois, sauf en cas d'appel sous les armes, soit lorsque l'inaptitude physique ou intellectuelle de l'apprenti est établie;
2. par le décès du chef d'entreprise ou de l'apprenti;
3. par la force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de l'engagement.

### Titre III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**Art. 33.** Les signataires des contrats en cours doivent se soumettre aux dispositions du présent arrêté, à l'exception des articles 7 et 10, dans un délai de six mois à partir de son entrée en vigueur.

**Art. 34.** Est abrogé l'arrêté ministériel du 15 janvier 1960 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans les métiers et négoce, modifié par les arrêtés ministériels du 1er septembre 1964, du 4 avril 1974 et du 10 juin 1976.

**Art. 35.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1979.

Bruxelles, le 27 octobre 1978.

**Art. 29.** De Minister kan de erkenning van een gecontroleerde leerverbintenis intrekken hetzij op eigen initiatief, hetzij op voorstel van elke belanghebbende persoon of organisme :

1. wanneer bij de ondertekening van de verbintenis het ondernemingshoofd valse of vervalste documenten heeft voorgelegd;
2. wanneer de voorwaarden van de erkenning niet meer aanwezig zijn;
3. wanneer het ondernemingshoofd zijn verplichtingen niet meer naleeft;
4. wanneer blijkt dat de leerling niet de intellectuele of beroepsgeschiktheid bezit om de kennis bepaald bij het erkend opleidingsprogramma te verwerven, inzonderheid naar aanleiding van de examens;
5. wanneer de leerling :
  - niet het beroep aanleert met de vaste wil om zijn opleiding te voleindigen;
  - zich niet met vlijt aan het verwerven van kennis wijdt, die het ondernemingshoofd hem mededeelt;
  - niet volgens de bevelen en onderrichtingen handelt die hem worden gegeven door het ondernemingshoofd, zijn lasthebbers of zijn aangestelden;
  - niet regelmatig de aanvullende leergangen bijwoont, gekozen na overleg met de leersecretaris;
  - niet aan de overgangsexamens of aan het eindexamen van de leertijd deelneemt;
  - niet het geheim bewaart inzake al de bedrijfsaangelegenheden;
  - zodanig handelt dat hij schade hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkmakers, van het ondernemingshoofd of van derden zou kunnen berokken.

### HOOFDSTUK III

#### *Schorsing en einde van de uitvoering van de gecontroleerde leerverbintenis*

**Art. 30.** De uitvoering van de gecontroleerde leerverbintenis wordt geschorst inzonderheid in geval van zwangerschapsverlof, van gedwongen werkloosheid, van arbeidsónbekwaamheid door ziekte of ongeval, alsmede ingevolge de gebeurtenissen bedoeld bij artikel 28, quinquièmes, § 1, van de wet van 10 maart 1900.

Indien om welke oorzaak ook de uitvoering van de erkende leerverbintenis meer dan één maand wordt geschorst, wordt de duur ervan verlengd met een duur gelijk aan de gehele duur van de schorsing.

**Art. 31.** Ieder geval van schorsing dient onmiddellijk en uiterlijk binnen een termijn van tien dagen, door het ondernemingshoofd aan de leersecretaris te worden medegedeeld.

**Art. 32.** De gecontroleerde leerverbintenis neemt een einde vóór het verstrijken van de termijn :

1. door de wilsuiging van het ondernemingshoofd hetzij gedurende de proeftijd, hetzij in geval van schorsing die meer dan zes maand duurt, behalve in geval van oproeping onder de wapens, hetzij wanneer de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van de leerling vastgesteld is;
2. door het overlijden van het ondernemingshoofd of van de leerling;
3. door heikracht wanneer dit tot gevolg heeft de uitvoering van de verbintenis voorgoed onmogelijk te maken.

### Titel III. — OVERGANGSBEPALINGEN

**Art. 33.** De ondertekenaars van de lopende overeenkomsten moeten zich onderwerpen aan de bepalingen van onderhavig besluit, met uitsluiting van de artikelen 7 en 10, binnen een termijn van zes maand vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 34.** Wordt opgeheven het ministerieel besluit van 15 januari 1960 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in ambachten en neringen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 1 september 1964, 4 april 1974 en 10 juni 1976.

**Art. 35.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1979.

Brussel, 27 oktober 1978.

## Annexe I

Article 7 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la Formation permanente des Classes moyennes

## CONTRAT-TYPE

Contrat n° .....

**INSTITUT FRANCOPHONE  
DE FORMATION PERMANENTE  
DES CLASSES MOYENNES**

Service régional : .....

Secrétaire d'apprentissage :

nom : .....

adresse : .....

agréé par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes.

**CONTRAT D'APPRENTISSAGE  
DANS LA FORMATION PERMANENTE  
DES CLASSES MOYENNES**

Le présent contrat a pour but l'apprentissage d'une profession indépendante et ne peut être considéré comme un contrat de travail.

Entre les soussignés :

le chef d'entreprise :

nom et prénoms : .....

agissant au nom de la société (1) : .....

lieu et date de naissance : .....

domicile : .....

adresse de l'entreprise : .....

nationalité : .....

d'une part,  
et l'apprenti :

nom et prénoms : .....

lieu et date de naissance : .....

domicile : .....

nationalité : .....

représenté par : .....

nom et prénoms du représentant légal (père, mère, tuteur ou tutrice) : .....

domicile : .....

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. Le chef d'entreprise prend l'apprenti dans son entreprise pour une période de ..... mois, prenant cours le ..... et se terminant le ..... en vue de le former dans la profession de .....

conformément au programme d'apprentissage agréé par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes, annexé au présent contrat, pour en faire partie intégrante.

Les trois premiers mois de cette période sont considérés comme temps d'essai.

Art. 2. Le chef d'entreprise et l'apprenti se doivent le respect et les égards mutuels. Ils sont tenus d'observer et de garantir le respect des convenances et des bonnes mœurs pendant l'exécution du contrat.

(1) A compléter si l'entreprise est une personne morale.

## Bijlage I

Artikel 7 van het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de Voortdurende Vorming van de Middenstand

## MODELOVEREENKOMST

Overeenkomst nr : .....

**NEDERLANDSTALIG INSTITUUT  
VOOR VOORTDURENDE FORMING  
VAN DE MIDDENSTAND**

Gewestelijke Dienst : .....

Leersecretaris :

naam : .....

adres : .....

erkend door de Minister bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand.

**LEEROVEREENKOMST IN DE VOORTDURENDE FORMING  
VAN DE MIDDENSTAND**

Onderhavige overeenkomst heeft tot doel het aanleren van een zelfstandig beroep en kan niet als een arbeidsovereenkomst worden aangezien.

Tussen ondergetekenden :

het ondernemingshoofd :

naam en voornamen : .....

handelend in naam van de vennootschap (1) : .....

plaats en datum van geboorte : .....

woonplaats : .....

adres van de onderneming : .....

nationaliteit : .....

enerzijds,

en de leerling :

naam en voornamen : .....

plaats en datum van geboorte : .....

woonplaats : .....

nationaliteit : .....

vertegenwoordigd door : .....

naam en voornamen van de wettelijke vertegenwoordiger (vader, moeder, voogd of voogdes) : .....

woonplaats : .....

anderzijds,

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Het ondernemingshoofd neemt de leerling in zijn onderneming voor een duur van ..... maanden, beginnende op ..... en eindigende op ....., ten einde hem op te leiden in het beroep van .....

overeenkomstig het door de Minister, bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand, erkende opleidingsprogramma, dat bij onderhavige leerovereenkomst is gevoegd en waarvan het integraal deel uitmaakt.

De eerste drie maanden van deze periode worden als proeftijd beschouwd.

Art. 2. Ondernemingshoofd en leerling zijn elkander eerbied en achtung verschuldigd. Gedurende de uitvoering van de overeenkomst moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en waarborgen.

(1) In te vullen wanneer het gaat om een vereniging met rechtspersoonlijkheid.



**Art. 3. Le chef d'entreprise a l'obligation :**

1. de veiller à ce que la formation déterminée par le programme d'apprentissage soit donnée à l'apprenti en vue de le préparer aux examens de passage, à l'examen de fin d'apprentissage ainsi qu'à l'exercice de la profession à laquelle il se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, les matières et les vêtements de travail et de sécurité nécessaires;

2. de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'intégration de l'apprenti dans son milieu professionnel et de ne pas mettre fin unilatéralement au contrat sans motif grave;

3. de ne pas astreindre l'apprenti à des tâches :

— étrangères à la profession en vue de laquelle il a été engagé;

— dépourvues de tout caractère formatif;

— présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;

— interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail;

4. de tenir le secrétaire d'apprentissage et le représentant légal de l'apprenti au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise;

5. de veiller, en collaboration avec le secrétaire d'apprentissage, à ce que l'apprenti fréquente assidûment les cours complémentaires dès son entrée en apprentissage;

6. de laisser l'apprenti s'abstenir de l'entreprise pour se rendre aux cours et aux examens; lorsque ceux-ci ont lieu en dehors de la journée de travail, d'accorder à l'apprenti, dans les six jours qui suivent, un repos compensatoire d'une journée entière ou d'une demi-journée, selon que les cours ou les examens ont duré une journée ou une demi-journée;

7. de veiller à ce que l'apprenti participe aux examens de passage et à l'examen de fin d'apprentissage;

8. pendant l'apprentissage, de faire subir à l'apprenti, aux frais du chef d'entreprise, une visite médicale qui aura lieu une fois par an si l'apprenti est âgé de 18 ans au moins et deux fois par an si l'apprenti a moins de 18 ans;

9. de loger l'apprenti de façon convenable et de lui donner une alimentation saine et suffisante dans le cas où le chef d'entreprise s'est engagé à le loger et à le nourrir; les conditions de logement et d'alimentation doivent être conformes aux règles en la matière et faire l'objet d'une annexe au contrat d'apprentissage.

Dans l'affirmative, l'apprenti reçoit les avantages en nature suivants :

..... repas du matin (1);

..... repas du midi (1);

..... repas du soir (1);

10. de donner à l'apprenti le temps nécessaire pour remplir ses devoirs religieux ainsi que ses obligations civiles découlant de la loi;

11. de se conformer à toutes les obligations légales et réglementaires, entre autres en matière d'assurances, qui incombent à un chef d'entreprise, signataire d'un contrat d'apprentissage agréé;

12. de se conformer à l'horaire de travail journalier et hebdomadaire suivant, prévu au règlement de travail : (2)

lundi :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
mardi :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
mercredi :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
jeudi :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
vendredi :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
samedi :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
dimanche :	de ... à ...;	de ... à .....	h.
		Total :	..... heures.

(1) Barrer ce qui ne convient pas.

(2) Si un aménagement de l'horaire, important et durable, dans les limites prescrites, s'impose dans certaines circonstances, le chef d'entreprise en communique les modalités à l'apprenti et au secrétaire d'apprentissage.

**Art. 3. Het ondernemingshoofd is verplicht :**

1. te zorgen dat de leerling de door het programma bepaalde opleiding krijgt, zodat hij wordt voorbereid op de overgangsexamens en het eindexamen van de leertijd en op de uitoefening van het beroep dat hij op het oog heeft, inzonderheid door hem meer bepaald hiervoor de nodige hulp, gereedschap, grondstoffen, werkkledij en veiligheidskledij te verschaffen;

2. de nodige zorg en aandacht te besteden aan de integratie van de leerling in zijn beroepsmidden en de leerovereenkomst zonder gewichtige reden niet eenzijdig te verbreken;

3. door de leerling geen taken te doen verrichten die :

— vreemd zijn aan het beroep waarvoor hij werd aangeworven;

— geen opleidend karakter hebben;

— gevaar kunnen opleveren voor zijn gezondheid en zijn veiligheid;

— krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen op de arbeid verboden zijn;

4. de leersecretaris en de wettelijke vertegenwoordiger van de leerling op de hoogte te houden van het verloop van de opleiding in de onderneming;

5. in samenwerking met de leersecretaris ervoor te waken dat de leerling regelmatig de aanvullende leergangen van bij de aanvang van zijn leertijd bijwoont;

6. aan de leerling toe te staan afwezig te blijven in de onderneming om zich naar de leergangen en de examens te begeven en, wanneer deze niet op een arbeidsdag vallen, binnen zes dagen hieropvolgend aan de leerling een gehele of halve compensatiedag toe te kennen naargelang de leergangen of de examens een gehele of halve dag hebben geduurd;

7. ervoor te waken dat de leerling aan de overgangsexamens en aan het eindexamen van de leertijd deelneemt;

8. de leerling gedurende de leertijd en op de kosten van het ondernemingshoofd aan een medisch onderzoek te onderwerpen dat eenmaal per jaar zal plaatshebben indien de leerling ten minste 18 jaar oud is en tweemaal per jaar indien de leerling jonger is dan 18 jaar;

9. de leerling behoorlijk te huisvesten en hem gezond en voldoende voedsel te verstrekken ingeval het ondernemingshoofd de verbintenis heeft aangegaan de leerling kost en inwonen te verschaffen; de voorwaarden van huisvesting moeten overeenstemmen met de ter zake geldende reglementen en het voorwerp uitmaken van een bijlage bij de overeenkomst.

In dit geval ontvangt de leerling volgende voordelen in natura :

..... ontbijt (1);

..... middagmaal (1);

..... avondmaal (1);

10. aan de leerling de nodige tijd te geven om zijn geloofsplichten, alsmede zijn burgerlijke verplichtingen die uit de wet voortvloeien, te vervullen;

11. zich te schikken naar alle wettelijke en verordende verplichtingen, onder meer inzake verzekeringen, opgelegd aan een ondernemingshoofd dat een erkende leerovereenkomst heeft ondertekend;

12. zich te schikken naar het volgende dagelijks en wekelijks werkrooster, bepaald door het arbeidsreglement : (2)

maandag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
dinsdag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
woensdag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
donderdag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
vrijdag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
zaterdag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
zondag :	van ... tot ...;	van ... tot .....	u.
		Totaal :	..... uren.

(1) Het overbodige schrappen.

(2) Indien een belangrijke wijziging van lange duur binnen de aangegeven grenzen aan het rooster wordt aangebracht, dient het ondernemingshoofd de modaliteiten ervan aan de leerling en aan de leersecretaris mede te delen.

Cet horaire ne peut dépasser la limite maximum fixée par la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire compétente ou, à défaut d'une telle convention, la limite maximum fixée par la législation du travail, y compris — dans chaque cas — le temps consacré à la fréquentation par l'apprenti des cours complémentaires;

13. de payer à l'apprenti, une allocation mensuelle progressive qui s'élève à (1) :

- 1° ..... F pour le premier semestre d'apprentissage;
- 2° ..... F pour le deuxième semestre d'apprentissage;
- 3° ..... F pour le troisième semestre d'apprentissage;
- 4° ..... F pour le quatrième semestre d'apprentissage;
- 5° ..... F pour le cinquième semestre d'apprentissage;
- 6° ..... F pour le sixième semestre d'apprentissage;
- 7° ..... F pour le septième semestre d'apprentissage;
- 8° ..... F pour le huitième semestre d'apprentissage;

— cette allocation comprend les avantages en nature accordés par le chef d'entreprise selon le taux admis par la réglementation qui détermine le montant de la rémunération au-delà de laquelle l'apprenti cesse de bénéficier des allocations familiales;

— elle est due, tant pour les prestations que l'apprenti fournit dans l'entreprise que pour les cours qu'il suit et les examens qu'il présente en exécution de son contrat d'apprentissage;

14. d'autoriser le secrétaire d'apprentissage et toute personne désignée par l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes, ainsi que par le Ministère qui a la formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions, à vérifier, là où c'est nécessaire, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

15. d'assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire, dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes;

16. de fournir à l'apprenti, à la demande de celui-ci, un certificat constatant la date de début et de la fin du contrat ainsi que la nature de la formation reçue.

#### Art. 4. L'apprenti à l'obligation :

1. de s'engager dans les liens du contrat d'apprentissage avec la volonté de parvenir au terme de sa formation et de ne pas y mettre fin unilatéralement sans motif grave;

2. d'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution du contrat;

3. de fréquenter assidûment, dès son entrée en apprentissage, les cours complémentaires déterminés après concertation avec le secrétaire d'apprentissage;

a) de connaissances générales organisés par : .....

b) de connaissances professionnelles organisés par : .....

4. de participer aux examens de passage et à l'examen de fin d'apprentissage;

5. d'observer la discrétion dans toutes les questions d'affaires;

6. de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons, du patron ou de tiers;

7. de restituer en bon état au patron l'outillage et les vêtements de travail qui lui ont été confiés.

(1) Le chef d'entreprise paiera à l'apprenti une allocation mensuelle minimale dont les montants sont respectivement pour chacun des 8 semestres : 1 500 F, 2 100 F, 2 700 F, 3 300 F, 3 900 F, 4 600 F, 5 500 F, 6 500 F; le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes adaptera périodiquement ces montants, en tenant compte des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Deze arbeidsduur mag de maximumgrens niet overschrijden, vastgelegd door de collectieve overeenkomst gesloten in de schoot van het bevoegd paritair comité, of, bij gebrek aan zulke overeenkomst, de maximumgrens vastgelegd door de arbeidswetgeving, met inbegrip — in elk geval — van de tijd gewijd aan het volgen door de leerling van de aanvullende leergangen;

13. aan de leerling een progressieve maandelijkse toelage te betalen, die bedraagt (1) :

- 1° ..... F tijdens het 1e semester van de leertijd;
- 2° ..... F tijdens het 2e semester van de leertijd;
- 3° ..... F tijdens het 3e semester van de leertijd;
- 4° ..... F tijdens het 4e semester van de leertijd;
- 5° ..... F tijdens het 5e semester van de leertijd;
- 6° ..... F tijdens het 6e semester van de leertijd;
- 7° ..... F tijdens het 7e semester van de leertijd;
- 8° ..... F tijdens het 8e semester van de leertijd;

— in deze toelage zijn begrepen de voordelen in natura, door het ondernemingshoofd aan de leerling toegekend overeenkomstig het toegestane bedrag bij de reglementering die de vergoeding bepaalt waarboven de leerling ophoudt aanspraak te maken op de kinderbijslag;

— zij is verschuldigd zowel voor de arbeid van de leerlingen in de onderneming als voor de leergangen die hij bijwoont en de examens die hij aflegt krachtens zijn leerovereenkomst;

14. de leersecretaris en iedere persoon aangeduid door het Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand, alsook door het Ministerie bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand te machtigen daar waar nodig na te gaan of hij de onderschreven verplichtingen naleeft;

15. zittingen van aanvullende pedagogische volmaking, bij te wonen onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door het Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand;

16. op zijn vraag de leerling een verklaring te geven met vermelding van begin- en einddatum van het contract, alsook de aard van de ontvangen opleiding.

#### Art. 4. De leerling is verplicht :

1. de leerovereenkomst aan te gaan met de vaste wil om zijn opleiding te voleindigen en ze zonder gewichtige redenen niet eenzijdig te verbreken;

2. te handelen volgens de bevelen en de onderrichtingen die hem worden gegeven door het ondernemingshoofd, zijn lasthebbers of zijn aangestelden met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;

3. regelmatig, van bij de aanvang van zijn leertijd, de aanvullende leergangen bij te wonen, gekozen na overleg met de leersecretaris;

a) van algemene kennis georganiseerd door : .....

b) van beroepskennis georganiseerd door : .....

4. deel te nemen aan de overgangsexamens en het eindexamen van de leertijd;

5. het geheim te bewaren inzake al de bedrijfsaangelegenheden;

6. zich te onthouden van al wat schade kan berokkenen hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkmakkers, van het ondernemingshoofd of van derden;

7. het hem toevertrouwde gereedschap en de werkkledij in goede staat aan het ondernemingshoofd terug te geven.

(1) Het ondernemingshoofd zal aan de leerling een maandelijkse minimumtoelage betalen, waarvan de bedragen respectievelijk voor elk van de 8 semesters hierna volgen : 1 500 F, 2 100 F, 2 700 F, 3 300 F, 3 900 F, 4 600 F, 5 500 F, 6 500 F; de Minister bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand zal deze bedragen geregeld aanpassen, rekening houdende met de schommelingen van de index der consumptieprijsen.

Art. 5. L'exécution du contrat d'apprentissage est suspendue notamment en cas de congé d'accouchement, de chômage forcé, d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'un accident, ainsi que lors des événements visés à l'article 28, quinquies, § 1er, de la loi du 10 mars 1900.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, l'exécution d'un contrat d'apprentissage agréé est suspendue plus d'un mois, sa durée sera prolongée d'un temps égal au temps total de la suspension.

Art. 6. Tout cas de suspension d'un contrat d'apprentissage doit être communiqué immédiatement au secrétaire d'apprentissage par le chef d'entreprise et au maximum dans un délai de dix jours.

Art. 7. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat d'apprentissage prend fin :

1. par expiration du terme; toutefois, la date d'expiration du contrat ne peut être antérieure à la fin de l'année de cours;
2. avant l'expiration du terme si celui-ci est postérieur à la notification écrite à l'apprenti de sa réussite à l'examen de fin d'apprentissage;
3. par la volonté exprimée par l'une ou l'autre des parties au cours de la période d'essai moyennant remise par écrit d'un préavis d'une semaine;
4. lorsqu'il existe un motif grave de rupture prévu aux articles 8 et 9;
5. lorsqu'une suspension de l'exécution du contrat se prolonge plus de six mois et que l'une des parties ne désire plus que le contrat se poursuive, sauf en cas d'appel sous les armes;
6. par le décès de l'une des parties;
7. par la force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat.

Art. 8. Le chef d'entreprise peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage en cas d'inconduite de l'apprenti et notamment :

1. lorsqu'il se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du chef ou du personnel de l'entreprise;
2. lorsqu'il leur cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave pendant ou à l'occasion de l'exécution du contrat;
3. lorsqu'il divulgue des secrets professionnels ou qu'il commet une indiscrétion grave dans une question d'affaires;
4. en général, lorsqu'il manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline de l'entreprise ou à l'exécution du contrat.

Art. 9. L'apprenti ou son représentant légal peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage :

1. lorsque le chef d'entreprise ou le moniteur se rend coupable à l'égard de l'apprenti d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;
2. lorsque le chef d'entreprise ou le moniteur tolère de la part de tiers de semblables actes à l'égard de l'apprenti;
3. lorsque la moralité de l'apprenti est mise en danger au cours du contrat;
4. lorsque, au cours du contrat, sa santé et sa sécurité se trouvent exposées à des dangers qu'il ne pouvait prévoir au moment de la conclusion de celui-ci;
5. en général, lorsque le chef d'entreprise manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution du contrat.

Art. 10. L'apprenti ou son représentant légal peut invoquer l'existence d'un motif de rupture justifiant la résiliation de plein droit du contrat d'apprentissage, lorsque l'apprenti souhaite changer de profession, sur base de motivations sérieuses et après avis des services d'orientation scolaire et professionnelle.

Il peut mettre également fin au contrat en cas de départ ou de décès du moniteur chargé de sa formation pratique.

Art. 5. De uitvoering van de leerovereenkomst wordt geschorst inzonderheid in geval van zwangerschapsverlof, gedwongen werkloosheid, arbeidsonbekwaamheid door ziekte of ongeval, alsmede ingevolge de gebeurtenissen bedoeld bij artikel 28, quinquies, § 1, van de wet van 10 maart 1900.

Indien, om welke oorzaak ook, de uitvoering van de erkende leerovereenkomst meer dan een maand wordt geschorst, wordt de duur ervan verlengd met een duur gelijk aan de gehele duur van de schorsing.

Art. 6. Ieder geval van schorsing van een leerovereenkomst dient onmiddellijk en uiterlijk binnen een termijn van tien dagen, door het ondernemingshoofd aan de leersecretaris te worden medegedeeld.

Art. 7. Onverminderd de wijzen waarop de verbintenissen in het algemeen teniet gaan, komt aan de leerovereenkomst een einde :

1. door het verstrijken van de termijn waarvan de datum niet mag vallen vóór het einde van het leerjaar;
2. vóór het verstrijken van de termijn indien deze later valt dan de schriftelijke mededeling aan de leerling houdende kennisgeving van het slagen voor het eindexamen van de leertijd;
3. door wilsuiging van één der beide partijen gedurende de proeftijd, mits schriftelijke vooropzegging van een week;
4. wanneer een ernstige reden van verbreking bestaat, zoals bepaald in de artikelen 8 en 9;
5. wanneer een schorsing van uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maand aanhoudt en één der partijen de wens uitdrukt de overeenkomst niet verder te zetten, uitgezonderd in geval van oproeping onder de wapens;
6. door het overlijden van één der partijen;
7. door heilkracht, wanneer dit tot gevolg heeft de uitvoering van de overeenkomst voorgoed onmogelijk te maken.

Art. 8. Het ondernemingshoofd kan het bestaan inroepen van een ernstige reden van verbreking die de ontbinding van rechtswege van de leerovereenkomst wettigt in geval van wangedrag vanwege de leerling en meer bepaald :

1. wanneer hij zich schuldig maakt aan een daad van oneerlijkheid, aan handtastelijkheden of zware beledigingen aan het hoofd of het personeel van de onderneming;
2. wanneer hij hun opzettelijk stoffelijke of morele schade veroorzaakt tijdens of naar aanleiding van de uitvoering van de overeenkomst;
3. wanneer hij beroepsgeheimen mededeelt of wanneer hij een ernstige onbescheidenheid begaat in een beroepskwestie;
4. in het algemeen, wanneer hij ernstig tekort komt aan zijn verplichtingen inzake de goede orde, de veiligheid en de tucht van de onderneming of de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 9. De leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan het bestaan inroepen van een ernstige reden van verbreking die de ontbinding van rechtswege van de leerovereenkomst wettigt :

1. wanneer het ondernemingshoofd of de monitor zich tegenover de leerling schuldig maakt aan een oneerlijke daad, aan handtastelijkheden of aan zware beledigingen;
2. wanneer het ondernemingshoofd of de monitor vanwege derden dergelijke handelswijzen tegenover de leerling toestaat;
3. wanneer de zedelijkheid van de leerling tijdens het contract in gevaar gebracht wordt;
4. wanneer, tijdens de overeenkomst, zijn gezondheid en zijn veiligheid worden blootgesteld aan gevaren die hij niet kon voorzien op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst;
5. in het algemeen, wanneer het ondernemingshoofd ernstig tekort komt aan zijn verplichtingen inzake de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 10. De leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan het bestaan inroepen van een reden van verbreking die de ontbinding van rechtswege van de leerovereenkomst wettigt, wanneer de leerling op grond van ernstige motieven en na advies van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering wenst van beroep te veranderen.

Hij kan eveneens een einde maken aan de overeenkomst in geval van vertrek of van overlijden van de monitor belast met zijn praktijkopleiding.

Art. 11. L'apprentie recevant le logement chez le chef d'entreprise a le droit de mettre fin au contrat si l'épouse du chef d'entreprise ou toute autre femme qui dirigeait la maison à l'époque de la conclusion du contrat, vient à mourir ou à se retirer.

Art 12. Les parties s'engagent à soumettre immédiatement au secrétaire d'apprentissage toute difficulté née à l'occasion de l'exécution du contrat d'apprentissage.

Art. 13. Le moniteur ci-dessous désigné est chargé de l'apprentissage :

Nom et prénoms : .....  
 Date de naissance : .....  
 Domicile : .....  
 Nationalité : .....

Art. 14. Les parties acceptent que la tutelle morale, sociale et pédagogique de l'apprenti soit exercée comme prévu dans l'arrêté royal du 4 octobre 1976.

Art. 15. Une documentation relative aux diverses dispositions légales et réglementaires s'appliquant au contrat d'apprentissage, ainsi que le carnet de travaux pratiques, seront l'objet d'une annexe au contrat.

Art. 16. Autres clauses (pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'apprentissage) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Fait à ....., en cinq exemplaires, le .....

Lu et approuvé,  
 Le chef d'entreprise,  
  
 Lu et approuvé,  
 Le représentant légal de l'apprenti,  
  
 Lu et approuvé,  
 L'apprenti,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978.

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Art. 11. De leerlinge die huisvesting krijgt bij het ondernemingshoofd heeft het recht de overeenkomst te verbreken wanneer de echtgenote van het ondernemingshoofd of elke andere vrouw die het huis bestuurde op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst, overlijdt of zich terugtrekt.

Art. 12. De contracterende partijen dienen zich te verbinden onmiddellijk al de moeilijkheden die tijdens de uitvoering van de overeenkomst ontstaan, aan de leersecretaris voor te leggen.

Art. 13. De hierna vermelde monitor is belast met de opleiding :

Naam en voornamen : .....  
 Geboortedatum : .....  
 Woonplaats : .....  
 Nationaliteit : .....

Art. 14. De partijen aanvaarden, dat de morele, sociale en pedagogische voogdij over de leerling uitgeoefend wordt zoals bepaald in het koninklijk besluit van 4 oktober 1976.

Art. 15. Een documentatie over de verschillende wettelijke en verordenende bepalingen toepasselijk op de leerovereenkomst, alsmede het takenboekje, maken het voorwerp uit van een bijlage bij de overeenkomst.

Art. 16. Andere bepalingen (voor zover zij niet in tegenspraak zijn met de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de leertijd) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Opgesteld in vijfvoud te ....., op .....

Gelezen en goedgekeurd,  
 Het ondernemingshoofd,  
  
 Gelezen en goedgekeurd,  
 De wettelijke vertegenwoordiger van de leerling,  
  
 Gelezen en goedgekeurd,  
 De leerling,

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 oktober 1978.

De Minister van Landbouw en Middenstand,

A HUMBLET

Annexe 2

Article 27 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la Formation permanente des Classes moyennes

ENGAGEMENT TYPE

Engagement n° .....

INSTITUT FRANCOPHONE  
 DE FORMATION PERMANENTE  
 DES CLASSES MOYENNES

Service régional : .....  
 Secrétaire d'apprentissage :

nom : .....  
 adresse : .....

agréé par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes.

Bijlage 2

Artikel 27 van het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de Voortdurende Vorming van de Middenstand

MODELVERBINTENIS

Verbintenis nr. ....

NEDERLANDSTALIG INSTITUUT  
 VOOR VOORTDURENDE VORMING  
 VAN DE MIDDENSTAND

Gewestelijke Dienst : .....  
 Leersecretaris :

naam : .....  
 adres : .....

erkend door de Minister bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand.

**ENGAGEMENT D'APPRENTISSAGE CONTRÔLÉ  
DANS LA FORMATION PERMANENTE  
DES CLASSES MOYENNES**

Article 1er. Le soussigné, chef d'entreprise :

Nom et prénoms : . . . . .  
Lieu et date de naissance : . . . . .  
Domicile : . . . . .  
Adresse de l'entreprise : . . . . .  
Nationalité : . . . . .  
père, mère, tuteur (1) de l'apprenti :  
Nom et prénoms : . . . . .  
Lieu et date de naissance : . . . . .  
Domicile : . . . . .  
Nationalité : . . . . .  
prend envers le secrétaire d'apprentissage de : . . . . .  
l'engagement :

1. d'occuper l'apprenti dans son entreprise du . . . . .  
au . . . . . en vue de le former dans la  
profession de . . . . .

Les trois premiers mois de cette période sont considérés comme  
temps d'essai.

2. de donner ou faire donner à l'apprenti une formation générale et technique de base préparatoire à la formation de chef d'entreprise conformément au programme agréé par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes et dont un exemplaire lui est remis par le secrétaire d'apprentissage;

3. de ne pas astreindre l'apprenti à des tâches :  
— étrangères à la profession en vue de laquelle il est formé;  
— dépourvues de tout caractère formatif;  
— présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;

— interdites en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives au travail;

4. de tenir le secrétaire d'apprentissage au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise;

5. de veiller, en collaboration avec le secrétaire d'apprentissage, à ce que l'apprenti fréquente assidûment les cours complémentaires dès son entrée en apprentissage;

6. d'autoriser l'apprenti à s'absenter du travail pour se rendre aux cours et aux examens;

7. de veiller à ce que l'apprenti participe aux examens de passage et à l'examen de fin d'apprentissage;

8. en cours d'apprentissage, de soumettre l'apprenti à une visite médicale qui aura lieu une fois par an si l'apprenti est âgé de 18 ans au moins et deux fois par an s'il n'a pas atteint cet âge;

9. d'autoriser le secrétaire d'apprentissage et toute personne désignée par l'Institut de formation permanente des Classes moyennes ainsi que par le Ministère compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes, à vérifier, là où c'est nécessaire, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

10. d'assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Institut de formation permanente des Classes moyennes;

11. de fournir à l'apprenti, à la demande de celui-ci, un certificat constatant la date du début et de la fin du contrat ainsi que la nature de la formation reçue.

Art. 2. Le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes peut retirer l'agrément d'un engagement d'apprentissage contrôlé, soit d'initiative, soit sur proposition de toute personne ou organisme intéressé :

1. lorsque le chef d'entreprise a produit, lors de la signature de l'engagement, des documents faux ou falsifiés;

(1) Biffer les mentions inutiles.

**GECONTROLEERDE LEERVERBINTENIS  
IN DE VOORTDURENDE VORMING VAN DE MIDDENSTAND**

Artikel 1. De ondergetekende, ondernemingshoofd :

Naam en voornamen : . . . . .  
Plaats en datum van geboorte : . . . . .  
Woonplaats : . . . . .  
Adres van de onderneming : . . . . .  
Nationaliteit : . . . . .  
vader, moeder, voogd (1) van de leerling :  
Naam en voornamen : . . . . .  
Plaats en datum van geboorte : . . . . .  
Woonplaats : . . . . .  
Nationaliteit : . . . . .  
verbindt zich tegenover de leersecretaris van : . . . . .

1. de leerling in zijn onderneming te nemen van . . . . .  
tot . . . . .  
om hem op te leiden in het beroep van . . . . .

De eerste drie maanden van deze periode worden als proeftijd beschouwd;

2. aan de leerling een algemene en technische opleiding te geven of te doen geven, die voorbereidt op de opleiding tot ondernemingshoofd, overeenkomstig het door de Minister, bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand, erkend programma waarvan hem een exemplaar door de leersecretaris wordt overhandigd;

3. de leerling geen taken te doen verrichten die :  
— vreemd zijn aan het beroep waarvoor hij wordt opgeleid;  
— geen opleidend karakter hebben;  
— gevaar kunnen opleveren voor zijn gezondheid en zijn veiligheid;

— krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen op de arbeid verboden zijn;

4. de leersecretaris op de hoogte te houden van het verloop van de opleiding in de onderneming;

5. in samenwerking met de leersecretaris, ervoor te waken dat de leerling regelmatig de aanvullende leergangen van bij de aanvang van zijn leertijd bijwoont;

6. aan de leerling toe te staan van het werk afwezig te blijven om zich naar de leergangen en naar de examens te begeven;

7. ervoor te waken dat de leerling aan de overgangsexamens en aan het eindexamen van de leertijd deelneemt;

8. de leerling gedurende de leertijd aan een medisch onderzoek te onderwerpen dat eenmaal per jaar zal plaatshebben indien de leerling ten minste 18 jaar oud is en tweemaal per jaar indien hij die leeftijd niet heeft bereikt;

9. de leersecretaris en iedere persoon aangeduid door het Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand, alsmede door het Ministerie bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand, te machtigen daar waar nodig na te gaan of hij de omschreven verplichtingen naleeft;

10. zittingen van aanvullende pedagogische volmaking bij te wonen, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door het Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand;

11. op zijn vraag de leerling een verklaring te geven waarin de begin- en einddatum van de overeenkomst alsmede de aard van de ontvangen opleiding worden vermeld.

Art. 2. De Minister bevoegd voor de voortdurende vorming van de Middenstand kan de erkenning van een gecontroleerde leerverbintenis intrekken op eigen initiatief, hetzij op voorstel van elke belanghebbende persoon of organisme :

1. wanneer, bij de ondertekening van de verbintenis, het ondernemingshoofd valse of vervalste documenten heeft voorgelegd;

(1) Het onnodige doorhalen.

- 2. lorsque les conditions de l'agréation ne sont plus réunies;
  - 3. lorsque le chef d'entreprise ne respecte plus ses obligations;
  - 4. lorsqu'il s'est av er e que l'apprenti ne possède pas les aptitudes intellectuelles ou professionnelles pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation professionnelle agrée, plus particulièrement à l'occasion des examens;
  - 5. lorsque l'apprenti :
    - n'apprend pas la profession avec la volonté de parvenir au terme de sa formation;
    - ne se consacre pas consciencieusement à l'acquisition des connaissances que le chef d'entreprise lui communique;
    - n'agit pas conformément aux ordres et intructions qui lui sont donn es par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses pré-pos es;
    - ne fréquente pas assidûment les cours complémentaires d termin es après concertation avec le secrétaire d'apprentissage;
- a) de connaissances générales organis es par :  
 .....  
 b) de connaissances professionnelles organis es par :  
 .....
- ne participe pas aux examens de passage ou à l'examen de fin d'apprentissage;
  - n'observe pas la discrétion dans toutes les questions d'affaires;
  - agit de façon telle qu'il peut nuire soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons, du chef d'entreprise ou de tiers.

Art. 3. L'exécution de l'engagement d'apprentissage contrôlé est suspendue notamment en cas de congé d'accouchement, de chômage for e, d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'un accident, ainsi que lors des  v nements visés à l'article 28, quinquies,   1er, de la loi du 10 mars 1900.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, l'exécution d'un engagement d'apprentissage agr e est suspendue plus d'un mois, sa durée sera prolongée d'un temps égal au temps total de la suspension.

Art. 4. Tout cas de suspension doit être communiqué immédiatement au secrétaire d'apprentissage par le chef d'entreprise et au maximum dans un délai de dix jours.

Art. 5. L'engagement d'apprentissage contrôlé prend fin avant l'expiration du terme :

- 1. par la volonté exprim e par le chef d'entreprise, soit au cours de la période d'essai, soit en cas de suspension se prolongeant plus de six mois, sauf en cas d'appel sous les armes, soit lorsque l'inaptitude physique ou intellectuelle de l'apprenti est établie;
- 2. par le décès du chef d'entreprise ou de l'apprenti;
- 3. par la force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de l'engagement.

Art. 6. Le moniteur ci-dessous désigné est chargé de l'apprentissage :

Nom et prénoms : .....  
 Date de naissance : .....  
 Domicile : .....  
 Nationalité : .....

Art. 7. Les parties acceptent que la tutelle morale, sociale et pédagogique de l'apprenti soit exerc e comme prévu dans l'arrêté royal du 4 octobre 1976.

Art. 8. Une documentation relative aux diverses dispositions légales et réglementaires s'appliquent à l'engagement d'apprentissage contrôlé, ainsi que le carnet de travaux pratiques, feront l'objet d'une annexe à l'engagement d'apprentissage.

- 2. wanneer de voorwaarden van de erkenning niet meer aanwezig zijn;
  - 3. wanneer het ondernemingshoofd zijn verplichtingen niet meer naleeft;
  - 4. wanneer blijkt dat de leerling niet de intellectuele of beroepsgeschiktheid bezit om de kennis bepaald bij het erkend opleidingsprogramma te verwerven, inzonderheid naar aanleiding van de examens;
  - 5. wanneer de leerling :
    - niet het beroep aanleert met de vaste wil om zijn opleiding te voleindigen;
    - zich niet met vlijt aan het verwerven van de kennis wijdt, die het ondernemingshoofd hem mededeelt;
    - niet volgens de bevelen en instructies handelt die hem worden gegeven door het ondernemingshoofd, zijn lasthebbers of zijn aangestelden;
    - niet regelmatig de aanvullende leergangen bijwoont, gekozen na overleg met de leersecretaris;
- a) van algemene kennis georganiseerd door :  
 .....  
 b) van beroepskennis georganiseerd door :  
 .....
- niet aan de overgangsexamens of aan het eindexamen van de leertijd deelneemt;
  - niet het geheim bewaart inzake al de bedrijfsaangelegenheden;
  - zodanig handelt dat hij schade hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkmakkers, van het ondernemingshoofd of van derden zou kunnen berokkenen.

Art. 3. De uitvoering van de gecontroleerde leerverbintenis wordt geschorst inzonderheid in geval van zwangerschapsverlof, van gedwongen werkloosheid, van arbeidsonbekwaamheid, door ziekte of ongeval, alsmede ingevolge de gebeurtenissen bedoeld bij artikel 28, quinquies,   1, van de wet van 10 maart 1900.

Indien om welke oorzaak ook de uitvoering van de erkende leerverbintenis meer dan een maand wordt geschorst, wordt de duur ervan verlengd met een duur gelijk aan de gehele duur van de schorsing.

Art. 4. Ieder geval van schorsing dient, onmiddellijk en uiterlijk binnen een termijn van tien dagen door het ondernemingshoofd aan de leersecretaris te worden medegedeeld.

Art. 5. De gecontroleerde leerverbintenis neemt een einde v or het verstrijken van de termijn :

- 1. door wilsuiting van het ondernemingshoofd hetzij gedurende de proefperiode, hetzij in geval van schorsing die meer dan zes maanden duurt, behalve in geval van oproeping onder de wapens, hetzij wanneer de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van de leerling vastgesteld is;
- 2. door het overlijden van het ondernemingshoofd of van de leerling;
- 3. door de heikracht wanneer dit tot gevolg heeft de uitvoering van de verbintenis voorgeoed onmogelijk te maken.

Art. 6. De hierna vermelde monitor is belast met de opleiding :

Naam en voornamen : .....  
 Geboortedatum : .....  
 Woonplaats : .....  
 Nationaliteit : .....

Art. 7. De partijen aanvaarden dat de morele, sociale en pedagogische voogdij over de leerling uitgeoefend wordt zoals bepaald in het koninklijk besluit van 4 oktober 1976.

Art. 8. Een dokumentatie over de verschillende wettelijke en verordenende bepalingen toepasselijk op de gecontroleerde leerverbintenis, alsmede het takenboekje, maken het voorwerp uit van een bijlage bij de leerverbintenis.

Art. 9. Autres clauses (pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'apprentissage) :

Fait à ....., en quatre exemplaires, le .....

- Lu et approuvé,  
Le chef d'entreprise,
- Lu et approuvé,  
Le secrétaire d'apprentissage,
- Lu et approuvé,  
L'apprenti,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978.

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Art. 9. Andere bepalingen (voor zover zij niet in tegenspraak zijn met de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de leertijd) :

Opgesteld in viervoud te ....., op .....

- Gelezen en goedgekeurd,  
Het ondernemingshoofd,
- Gelezen en goedgekeurd,  
De leersecretaris,
- Gelezen en goedgekeurd,  
De leerling,

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 oktober 1978.

De Minister van Landbouw en Middenstand,

A. HUMBLET

**20 NOVEMBRE 1978. — Arrêté ministériel fixant les conditions d'agrégation des Centres de Formation permanente des Classes moyennes**

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, et spécialement les articles 40 à 44;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 13 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa premier;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Pour pouvoir être agréés et subventionnés par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé « le Ministre », les Centres de Formation permanente des Classes moyennes doivent répondre aux conditions prévues aux articles 41 à 44 de l'arrêté royal du 4 octobre 1976.

Pour satisfaire à ces conditions, les Centres doivent adopter des statuts qui ne peuvent déroger aux articles 1, 3, 5, 6, 7, 10, 17, 23, 28, 29, 31 et 32 des statuts-types annexés au présent arrêté.

Art. 2. Les Centres doivent soumettre au Ministre pour approbation leurs statuts ainsi que chaque modification de ces statuts. Deux mois après la réception de ces statuts ou modification, le Ministre donne son approbation ou fait connaître ses objections.

Art. 3. Pour satisfaire à l'article 44 de l'arrêté royal du 4 octobre 1976, les Centres devront organiser un minimum de cinquante cycles pour la formation de base, dont douze au moins pour la formation de chef d'entreprise. Ils devront, en outre, organiser des activités de formation prolongée.

Le Ministre peut accorder une dérogation à ces conditions, sur avis motivé de l'Institut de formation permanente des Classes moyennes.

Art. 4. Sur avis motivé de l'Institut de formation permanente, le Ministre peut suspendre, en tout ou en partie, les subventions aux Centres, ou retirer l'agrégation lorsque :

1. les statuts ne répondent plus aux conditions définies à l'article 1er du présent arrêté;

**20 NOVEMBER 1978. — Ministerieel besluit tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de Centra voor Voortdurende Vorming van de Middenstand**

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid de artikelen 40 en 44;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Om te kunnen worden erkend en gesubsidieerd door de Minister, bevoegd voor de Voortdurende Vorming van de Middenstand, hierna genoemd « de Minister », dienen de Centra voor Voortdurende Vorming van de Middenstand te beantwoorden aan de voorwaarden gesteld bij de artikelen 41 tot 44 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976.

Ten einde aan deze voorwaarden te voldoen dienen de Centra statuten aan te nemen die niet mogen afwijken van het bepaalde in de artikelen 1, 3, 5, 6, 7, 10, 17, 23, 28, 29, 31 en 32 van de modelstatuten gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. De Centra dienen aan de Minister hun statuten voor goedkeuring voor te leggen, alsmede iedere wijziging van deze statuten. Twee maanden na ontvangst van deze statuten of van de wijziging geeft de Minister zijn goedkeuring of betekent hij de te maken bezwaren.

Art. 3. Om te voldoen aan artikel 44 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976, dienen de Centra een minimum van vijftig cyclussen te organiseren voor de basisopleiding, waarvan ten minste twaalf voor de opleiding tot ondernemingshoofd. De Centra moeten bovendien activiteiten van voortgezette vorming organiseren.

De Minister kan afwijking verlenen van deze voorwaarden, op beredeneerd advies van het Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand.

Art. 4. De Minister kan, op beredeneerd advies van het Instituut voor Voortdurende Vorming, de toelagen aan de Centra geheel of gedeeltelijk inhouden of de erkenning intrekken indien :

1. de statuten niet meer beantwoorden aan de voorwaarden zoals bepaald bij artikel 1 van dit besluit;